

REPUBLIQUE ISLAMIQUE DE MAURITANIE

Mission permanente auprès des Nations Unies



**SOIXANTE-DIX-SEPTIEME SESSION  
DE L'ASSEMBLEE GENERALE DES NATIONS UNIES**

**SIXIEME COMMISSION**

Point 84: Etat de droit au niveau national et international

**DECLARATION:**

New York, le 07 octobre 2022

(Vérifier au prononcé)

Monsieur le Président,

Ma délégation s'associe aux déclarations faites par le mouvement des Non-alignés et le Groupe Africain.

Mon pays note avec satisfaction le contenu du rapport du Secrétaire général sur le renforcement et la coordination de l'action des Nations Unies dans le domaine de l'état de droit.

Ce document démontre le rôle fondamental des Etats Membres en matière du respect de l'état de droit.

Dans un Etat de droit, la justice est un service public par lequel l'Etat concrétise sa mission de protection juridictionnelle envers les citoyens. L'accès à la justice est donc un aspect inhérent de l'Etat de droit et une exigence fondamentale de toute société démocratique.

L'état de droit garantit que le droit international et les principes fondamentaux de la justice s'appliquent à tous les États et sont également respectés. Le respect de l'Etat de droit crée un environnement favorable à la réalisation des buts de la Charte des Nations Unies. Avec l'ensemble des règles de droit international, cette dernière structure la conduite des relations internationales.

Le principe de la responsabilité de protéger, adopté par l'Assemblée générale dans le Document final du Sommet mondial de 2005 dicte qu'il importe de promouvoir l'Etat de droit au niveau national et les organismes nationaux de défense des droits de l'homme pour faire en sorte que les gouvernements disposent de tous les instruments nécessaires afin de s'acquitter de leur obligation, de protéger leurs populations et appelle la communauté internationale à soutenir ces efforts.

Monsieur le Président,

Préoccupée par l'arbitraire, l'injustice, l'impunité, la torture et l'atteinte à la dignité de la personne, la Mauritanie a réaffirmé son attachement à la nécessité du respect de la liberté et de la dignité de la personne et a proclamé sa détermination à fonder toute sa politique de développement sur la primauté du droit et la promotion et la protection des droits de l'homme.

La constitution mauritanienne consacre tous les droits civils, politiques, économiques et sociaux tels que proclamés par la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme et la Charte Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples.

Cette évolution politique s'est accompagnée d'une autre dite « économique et sociale ». En effet, la Mauritanie s'est engagée dans une grande politique de réformes économiques visant l'établissement d'une croissance économique durable et l'établissement des grands équilibres macro-économiques.

Ainsi des Programmes d'Ajustements Structurels visant l'amélioration des conditions de vie des populations dans les domaines prioritaires tels que la lutte contre la pauvreté, le développement à la base, l'éducation, l'alphabétisation, la santé, la promotion féminine et le développement rural ont été élaborés entre autres...

Monsieur le Président,

C'est dans ce sens que la Mauritanie s'est engagée à travers la mise en œuvre de la Stratégie de Croissance Accélérée et de Prospérité Partagée (SCAPP) d'aligner les objectifs de celle-ci aux Objectifs de Développement Durable (ODD).

L'ODD 16 portant sur la réalisation des sociétés pacifiques et inclusives basées sur le respect des droits de l'homme, la bonne gouvernance à tous les niveaux, et la création des institutions transparentes, efficaces et responsables en fait partie.

Un levier de cette stratégie a été consacré à la gouvernance politique, la justice et l'état de droit ainsi que la cohésion sociale, la paix et sécurité, pour créer les conditions d'une démocratie forte et d'un climat de paix, de sécurité et de cohésion.

Dans les ODD, l'engagement des pays en faveur de la gouvernance est devenu ainsi une dimension du bien-être des populations et un facteur-clé de succès dans la gestion des politiques de développement.

La Mauritanie a manifesté son engagement de relever les défis d'une bonne gouvernance. Une telle option se situe dans un contexte de lutte contre la corruption, de renforcement de la démocratie et de la décentralisation, de promotion de l'Etat de droit, du renforcement du contrôle parlementaire, de réforme du système juridique et judiciaire, de la redynamisation de l'administration publique, de la promotion des activités économiques et sociales et des droits humains.

En matière de gouvernance judiciaire et sécuritaire, le gouvernement mauritanien s'est fixé comme objectifs de : renforcer les moyens des forces de défense et de sécurité, travailler à la construction de la paix et la cohésion sociale, d'améliorer l'accès, la qualité et l'efficacité de la justice et de lutter contre toute discrimination envers les femmes et les violences basées sur le genre.

En ce qui concerne la gouvernance stratégique, économique et financière, on a assisté aussi à la mise en place des institutions de contrôle des finances publiques avec des objectifs destinés à lutter contre la corruption et la non-transparence mais aussi à l'amélioration de la gestion des deniers publics.

L'institutionnalisation récente des conseils régionaux s'inscrivent dans une logique de mise en œuvre d'une réelle décentralisation avec une ambition de créer une administration forte et performante aussi bien au niveau central qu'au niveau régional et locale. Ces réformes visent à améliorer la qualité du service public, rationaliser les services de l'Etat et améliorer la performance de la gouvernance des territoires.

Monsieur le Président,

La Mauritanie est reconnaissante vis-à-vis de l'Organisation des Nations-Unies pour son rôle, de plus en plus accru, dans le domaine de la promotion de la justice et de l'Etat de droit au moyen des juridictions internationales.

Le rôle que joue l'Organisation en matière de promotion des droits de l'homme devient encore plus nécessaire.

Je vous remercie.